

MONDE ARABE. Pour le politologue Antoine Basbous, nous assistons actuellement dans les pays arabes à un « tsunami » démocratique.

« 2011 sera l'année de lancement du

Né au Liban, Antoine Basbous est un politologue spécialiste du monde arabe et de l'islam. Il est le directeur de l'Observatoire des pays arabes, un cabinet de conseil qu'il a créé en 1992. Invité lors de l'émission *Le Grand Témoin*, diffusée le mardi 5 juillet sur Radio Notre Dame, Antoine Basbous est revenu sur les événements dans les pays arabes depuis le début de l'année. Préférant le terme de « tsunami » à celui de « printemps arabe » et rappelant l'intensité de la « colère » des peuples arabes, le politologue explique également les raisons de la violente répression des manifestations en Syrie.

Un printemps arabe ?

Je préfère parler de tsunami. Le terme de printemps arabe est poétique mais tous les printemps jusqu'ici ont été avortés, du printemps de Prague à ceux de Damas (en 2000, à la suite du décès de l'ancien président Hafez el-Assad) ou de Beyrouth (en 2005, après l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri). Pour ce qui est des révolutions, elles portent une charge idéologique marquée et les révoltes sont statiques et neutres. Pour moi, ces événements constituent un tsunami qui va dévaster les régimes en place et faire place nette pour une renaissance de ces pays arabes. Un tsunami ravageur qu'il va falloir accompagner, car on ne se remet pas du jour au lendemain de ses effets. La démocratie ne sera pas forcément pour demain, ce mouvement peut s'inscrire dans la durée d'une génération mais la date est prise, et 2011 sera l'année de lancement du nouveau monde arabe.

Des Syriens ont fui les combats et se sont réfugiés près de la frontière avec la Turquie

les pensaient de leurs dirigeants était partagé par les diplomates étrangers. Ces jeunes, ce peuple arabe a alors compris qu'il n'était pas seul et qu'il était soutenu à l'étranger. Toutefois, les premiers surpris ont vraiment été les auteurs de ce tsunami qui ont vu leurs rêves les plus fous aboutir en si peu de temps en Tunisie et en Égypte.

La féroce répression syrienne

Contrairement à l'Égypte, qui est un pays d'institutions avec une armée nationale, l'armée syrienne est sectaire, composée de membres de la famille de Bachar el-Assad. C'est une secte, les alaouites (voir encadré), qui représente à peu près 10 % de la population et qui

est véritablement kidnappée l'armée, le système politique et les services de renseignements syriens. Ils constituent la colonne vertébrale de l'armée et contrôlent tous les postes de commandement. Les commandes du Baas, l'appareil politique qui règne en Syrie depuis 1963, sont aux mains des alaouites depuis le coup d'État d'Hafez el-Assad

La « colère » des peuples arabes

La colère chez les peuples arabes est extrêmement profonde et ancienne. Ce sont des peuples qui ont vu leur liberté confisquée, pendant des décennies, par des dirigeants qui ont installé des dictatures héréditaires. La plus absolue, la plus réussie de ces dictatures est celle de la Syrie puisqu'elle est en place depuis 41 ans, tout comme celle de Mouammar Kadhafi en Libye, au pouvoir depuis 1969. Ces régimes dictatoriaux ne laissent pas les gens s'exprimer, échanger, ni même se réunir. L'arrivée d'Internet a donc bouleversé beaucoup de choses. De nombreux jeunes se sont mis en réseaux, se sont ligüés pour faire entendre leurs revendications. Le phénomène Internet a été déterminant, à l'instar de celui de WikiLeaks, grâce auquel de nombreuses personnes ont réalisé que ce qu'el-

« Les alaouites, une secte musulmane chiite hétérodoxe »

Pays de 22 millions d'habitants, la Syrie est peuplée à plus de 75 % de sunnites mais possède également de fortes minorités chrétienne (10 %, divisée en une myriade d'Églises), alaouite (10 %) et druze (3 %). La religion alaouite est affiliée au chiisme mais s'en démarque par certains comportements. Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, définit l'alaouisme comme une « *secte musulmane chiite hétérodoxe* ». Si, comme tous les chiites, les alaouites vénèrent Ali, cousin et gendre de Mahomet, ils croient en la métépsychose et leur religion est de type initiatique. Ils dissocient également la parole de Mahomet, rapportée par le Coran, de la Parole de Dieu. « *Ils n'ont pas pour le Livre sacré une absolue référence, car ils accusent les sunnites d'en avoir écarté les passages à la gloire d'Ali* »,

explique Fabrice Balanche. Ajoutées à d'autres particularités – absence de mosquées, tolérance de l'alcool et femmes non voilées –, ces coutumes ont fait des alaouites de véritables parias dans le monde islamique. Alors que leur doctrine est apparue au XI^e siècle, ce n'est qu'en 1936 qu'ils furent reconnus comme musulmans par le mufti de Palestine, alors l'une des plus hautes autorités sunnites. Il leur a ensuite fallu attendre 1973 pour qu'ils soient admis au sein de la communauté chiite. Aujourd'hui, même si de nombreux alaouites s'indignent de la brutalité de la répression des forces de sécurité syriennes, la crainte de représailles de la majorité sunnite à leur rencontre en cas d'effondrement du régime paralyse toute démonstration de solidarité trop appuyée avec les victimes. **L. F.**

nouveau monde arabe ➤

en 1970. Le système économique est également organisé de manière presque mafieuse puisque Rami Makhlouf, le cousin germain de Bachar el-Assad, contrôle à lui seul 60 % de l'économie syrienne. Il a récemment dit qu'il allait se retirer des affaires et se consacrer aux œuvres caritatives, mais ce n'est qu'une manœuvre politique du pouvoir en place pour lâcher du lest sans que rien ne change. Les sunnites, largement majoritaires dans le pays, n'ont aucune emprise sur le pouvoir et réclament une démocratisation du régime. Cependant, si aujourd'hui Bachar el-Assad faisait ce que la population lui

« Ces événements constituent un tsunami qui va dévaster les régimes en place »

demande - ouvrir les urnes -, il serait balayé à la prochaine élection. Il n'a aucune intention d'accepter la moindre règle démocratique car il risque d'être jeté en prison, exilé ou exécuté. Je n'ai pas le sentiment qu'il y ait d'alternative en Syrie. Les Turcs sont en train d'exercer des pressions énormes sur el-Assad mais celui-ci continue à se défilier. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé à maintes reprises el-Assad à faire des réformes, il lui a même envoyé la traduction en arabe

de celles qu'il a appliquées lui-même en Turquie. Erdogan presse el-Assad de créer un multipartisme, d'ouvrir les urnes pour que le peuple puisse voter, mais le président syrien ne veut rien savoir.

Jusqu'à où ira le régime syrien ?

Le 20 juin, un convoi de l'ambassade de France a été touché par une explosion lors de son passage à Bagdad et il semblerait qu'il y ait la main de la Syrie derrière cette attaque. Le 27 mai, le jour même où l'Union européenne prenait des mesures de sanctions contre el-Assad et son régime, une patrouille de la FINUL, la Force intérimaire des Nations unies au Liban, a été attaquée à la bombe, blessant plusieurs « casques bleus » italiens. En mars, sept Estoniens ont été enlevés au

Liban à la frontière avec la Syrie et n'ont toujours pas été libérés. La Syrie veut faire feu de tout bois afin qu'elle soit de nouveau crainte, sollicitée et cajolée. Le clan el-Assad veut l'arrêt des sanctions internationales contre la Syrie et qu'on l'appuie dans sa répression, mais le monde a évolué. En 1982, Hafez el-Assad avait, en cinq jours, fait tuer 30 000 personnes à Hama lors d'un soulèvement des Frères musulmans. 12 000 personnes furent portées disparues sans qu'aucune image de la

répression ne nous soient parvenues. Aujourd'hui, les temps ont changé avec la généralisation d'Internet. Les manifestants sont devenus des reporters d'images et réussissent à faire passer les informations malgré la censure et l'interdiction faite aux journalistes d'entrer en Syrie. Bachar el-Assad utilise le même logiciel que son père mais c'est un logiciel qui ne fonctionne plus.

Le sort des chrétiens d'Orient

Il y a une absence d'état de droit dans le monde arabe et islamique. Lorsque vous êtes minoritaires, que vous soyez kurde, berbère, chrétien, ou même minoritaire dans l'islam, comme les chiites en Arabie ou les sunnites en Iran, vous êtes en très mauvaise posture. La condition des chrétiens laisse à désirer parce que ceux-ci sont considérés comme une minorité à soumettre et non pas comme des citoyens normaux. Dans la mesure où il n'y a pas ce sentiment de citoyenneté et d'égalité entre hommes et femmes de toute obédience et de toute origine, ce sera toujours extrêmement difficile pour ces minorités d'exister, d'être à égalité avec une majorité jusque-là oppressive. Même le régime syrien, qui se pose en défenseur des minorités, maltraite les chrétiens qui doivent sans cesse rendre des comptes. Les chrétiens ont beaucoup décliné sous le règne des el-Assad en Syrie. ■

ANTOINE BASBOUS

L'atout du dictateur : la déstabilisation

Toujours plus contesté, Bachar el-Assad, conserve des atouts pour se maintenir.

C'est un sujet central des conversations à Beyrouth, où l'on croit que le futur de la Syrie influera irrémédiablement sur celui du Liban : le président Bachar el-Assad va-t-il tomber ?

Depuis le 15 mars, la mobilisation, initialement pour demander libertés et démocratie, ne faiblit pas, malgré la répression - plus de 1 300 morts depuis le début de la révolte. Les protestataires réclament désormais la chute du régime et se disent prêts à aller jusqu'au bout.

Au Liban, les sympathisants de la Syrie croient pourtant à la longévité du régime des Assad : ils avancent le rôle régional majeur joué par Damas et son alliance avec l'Iran. Ses adversaires misent sur sa chute à court ou moyen terme. Ils ne cessent de répéter : le verrou de la peur, après plus de quarante ans de dictature baasiste, a sauté.

Les pragmatiques, eux, considèrent que la clef est avant tout économique, doutant d'une réelle réponse internationale, malgré les critiques de Paris, Londres ou Washington. Le pays a déjà connu une dure sécheresse - taboue - dans le Sud au cours des cinq dernières années. Le tourisme, secteur important, est en berne. Les investisseurs étrangers, encouragés depuis 2000, font preuve de prudence, voire se retirent des projets. Cela n'a rien d'un hasard, d'ailleurs, si Bachar el-Assad a insisté sur la fragilité de l'économie lors de son dernier discours, le 20 juin.

Parié sur son devenir à la tête du pays est toutefois un exercice périlleux. En 2005, le président, arrivé au pouvoir cinq ans plus tôt, à la mort de son père, est donné pour moribond. L'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri est imputé à Damas. La Syrie doit retirer ses troupes du Liban. Le régime fait face à de dures sanctions économiques. En 2008, Bachar el-Assad entame pourtant sa résurrection politique, courtisé par la France puis par d'autres Occidentaux, malgré le caractère inchangé de son régime, dictatorial et répressif.

Certes, le contexte a depuis évolué sur le plan intérieur : en 2005, le président pouvait encore compter sur les slogans nationalistes arabes. Ils sonnent creux aujourd'hui. La réponse par la voie militaire et la violence aux demandes populaires a attisé la colère.

Les gestes d'ouverture annoncés par le chef de l'État, depuis avril, sont restés lettre morte, à l'exception de la libération de prisonniers politiques. Mais malgré le sang versé et les promesses non tenues, Bachar el-Assad, toujours soutenu par Moscou, conserve plusieurs atouts : il garde le soutien d'une partie de la population, inquiète d'une alternative. Ses opposants sont divisés. L'appareil sécuritaire lui demeure loyal, malgré des défections de militaires, isolées. Le président sait encore que la déstabilisation régionale, notamment par rapport à Israël ou au Golfe, que pourrait induire sa chute, est un élément étudié par l'Occident pour intervenir. ■

LAURE STEPHAN, CORRESPONDANCE DE BEYROUTH